

Les banques centrales — repassent à l'offensive

UNIQUE, COMME VOUS

 **BONHÔTE**

N°857

14 septembre 2026

Le choc énergétique s'est répercuté sur les prix et les banques centrales ont cessé de temporiser. La BCE a relevé ses taux de 25 points de base jeudi, avec un biais explicitement haussier pour fin octobre. Aux États-Unis, les statistiques de prix ont éloigné toute perspective de détente : les marchés attribuent désormais une probabilité proche de 90% à une augmentation de la Fed le 16 septembre. Les actions ont reculé des deux côtés de l'Atlantique, le rebond de vendredi n'effaçant qu'une partie des pertes hebdomadaires.

Etats-Unis : l'inflation ne recule plus

Les prix à la production d'août ont progressé de 5.4% sur un an, contre 5.3% anticipés et 4.8% le mois précédent. L'indice des prix à la consommation est ressorti en ligne, mais sa composante sous-jacente mensuelle, à 0.3% contre 0.2% attendus, n'apporte aucun soulagement. Le point essentiel est là : la désinflation s'est interrompue, et à un niveau très supérieur à la cible. Le marché du travail, qui ne montre aucun signe de dégradation, prive par ailleurs la Fed de l'argument qui justifierait d'attendre. La conséquence est directe sur la courbe : le 10 ans américain a atteint 4.95% et le 30 ans 5.36%. Le franchissement du seuil de 5% demeure le principal facteur de risque pour les multiples d'actions. À ces niveaux, toutefois, le potentiel résiduel de hausse paraît limité et des acheteurs pourraient revenir.

Zone euro : la BCE agit, la croissance surprend

L'inflation de la zone euro a atteint 3.3% en août, son plus haut niveau depuis trois ans. Les rendements souverains ont réagi plus vivement que les taux américains, le Bund allemand à 10 ans s'établissant autour de 3.5% et l'OAT* française à 4.43%. Paradoxalement, la conjoncture s'améliore : Eurostat a révisé la croissance du deuxième trimestre à 0.6% contre 0.4% en première estimation. Cette robustesse conforte le durcissement de la BCE, mais réduit d'autant la perspective d'un soutien monétaire aux valorisations européennes.

Energie et crédit : deux foyers à surveiller

Le Brent s'est maintenu au-dessus de USD 100 avant de refluer vendredi, en hausse de près de 50% depuis le point bas de début juillet. Le détroit d'Ormuz reste largement fermé, ce qui entretient le risque d'un choc durable. Tant que cette prime persiste, un reflux rapide de

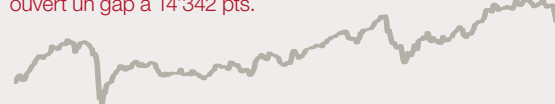
l'inflation reste un scénario marginal. Moins commenté, le segment de notation CCC du haut rendement américain se dégrade nettement. Son spread est passé de 5.7% en février à plus de 8.85%, alors que le High Yield dans son ensemble reste stable autour de 2.7%, un niveau historiquement bas. Pour un émetteur CCC, le coût de refinancement approche 14%. Cette divergence mérite une surveillance rapprochée : elle peut annoncer les premiers défauts et une contagion vers des segments mieux notés.

Suisse : le SMI perd le contact avec les 14'000 points

Le marché helvétique a été le plus pénalisé la semaine passée. Sa composition, riche en valeurs de qualité assimilables à des substituts obligataires, le rend particulièrement sensible à la remontée des rendements longs. S'y ajoutent des déconvenues spécifiques, au premier rang desquelles les revers récents du pipeline de Novartis, sanctionnés par plusieurs abaissements d'objectifs de cours. L'indice a enchaîné quatre séances de baisse avant un léger rebond vendredi, soutenu par une amélioration de la confiance des consommateurs. Trois réunions de banques centrales rythmeront la semaine à venir : le FOMC** les 15 et 16 septembre, la Banque d'Angleterre le 17 et la Banque du Japon le 18, également attendue en hausse. Trois décisions dans le même sens confirmeraient le passage à un régime de resserrement coordonné, une configuration que les marchés actions n'ont plus eu à absorber depuis 2023.

Swiss Market Index (SMI)

Le SMI a finalement décroché et cassé son support des 14'070 pts pour venir tester le suivant à 13'865 pts. L'indice a ouvert un gap à 14'342 pts.



* OAT : Obligation Assimilable du Trésor

**FOMC : Federal Open Market Committee

L'essentiel en bref

	USD/CHF	EUR/CHF	SMI	EURO STOXX 50	DAX 30	CAC 40	FTSE 100	S&P 500	NASDAQ	NIKKEI	MSCI Emerging Markets
Dernier	0.82	0.95	13775.27	6325.13	25568.56	8179.77	10650.44	7656.98	26333.04	64011.34	952.93
% 5 jours	1.06	0.52	-4.31	-1.06	-1.83	-1.20	-1.65	-0.78	-0.63	-1.55	-0.23
% YTD	3.13	1.59	6.88	11.84	4.40	2.98	9.97	12.75	13.79	28.32	24.32

(valeurs du vendredi précédant la publication)

Ce document, purement informatif, se base sur des informations récoltées auprès de sources considérées comme fiables et à jour, sans garantie d'exactitude ou d'exhaustivité. Les marchés et produits financiers sont par nature sujets à des risques de pertes importants qui peuvent s'avérer incompatibles avec la tolérance au risque du lecteur. Les performances passées reflétées dans ce document ne sont pas des indicateurs de résultats pour le futur. Ce document ne constitue pas un conseil ou une offre d'achat ou de vente de titres ou de quelque produit financier que ce soit à l'intention du lecteur et n'engage ainsi en aucun cas la responsabilité de la Banque. La Banque se réserve le cas échéant le droit de s'écarter des avis exprimés dans ce document, notamment dans le cadre de la gestion des mandats de ses clients et de la gestion de certains placements collectifs. La Banque est une banque suisse soumise à la surveillance et à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle n'est ni au bénéfice d'une autorisation, ni surveillée par un régulateur étranger. Par conséquent, la diffusion de ce document hors de Suisse, comme la vente de certains produits à des investisseurs résidents ou domiciliés hors de Suisse, peuvent être soumis à des restrictions ou à d'éventuelles interdictions en vertu de lois étrangères. Il incombe au lecteur de se renseigner quant à son statut à cet égard et de respecter les lois et règlements qui le concernent. Nous vous conseillons de consulter des conseillers professionnels qualifiés notamment en matière juridique, financière et fiscale pour déterminer votre position par rapport au contenu de la présente publication.